

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 28 (2016)
Heft: 111

Artikel: Une recherche d'égal à égal
Autor: Ogodo, Ochieng'
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-772073>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une recherche d'égal à égal

Les scientifiques du Nord doivent apprendre à mieux partager la responsabilité de projets menés en commun avec leurs collègues du Sud. Des bailleurs de fonds commencent à l'exiger.
Par Ochieng' Ogodo

La recherche s'est mondialisée. Les solutions qu'elle apporte aux problèmes des pays en développement permettent aussi de s'attaquer aux défis globaux qui touchent l'Occident, allant du changement climatique aux migrations. Sa contribution au développement dépendra d'une collaboration efficace entre les institutions du Nord et du Sud.

«Les capacités de recherche se sont renforcées dans le Sud au cours des quinze dernières années», remarque Gilles Carbonnier, de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Des pays comme le Ghana, l'Indonésie, le Pérou ou encore l'Afrique du Sud ont davantage de moyens. Les frontières traditionnelles se déplacent entre pays développés ou émergents, entre riches et pauvres. Le paysage de la recherche internationale évolue lui aussi.

«Les donateurs ont tendance à vouloir imposer leurs idées et leurs conditions.»

Gilles Carbonnier

Mais les inégalités persistent: «Nous percevons dans les partenariats de recherche le même type de tensions que celles rencontrées dans les relations donateur-bénéficiaire en cours dans la coopération internationale au développement», note Gilles Carbonnier. Les donateurs ont tendance à vouloir imposer leurs idées et leurs conditions.»

Les questions sont fondamentales: qui choisit les projets et qui profite des résultats? Comment répartir les bénéfices d'une coopération et comment l'améliorer dans un système social donné? Qui décide où va l'argent?

Accepter les différences

De vieilles habitudes et les rapports de pouvoir hérités du passé continuent d'in-

fluencer les collaborations internationales, poursuit Gilles Carbonnier. «Développer des partenariats de recherche équitables demande du temps et des moyens. Il y a une forte pression pour que les résultats soient rapidement publiés dans des revues éditées au Nord et intégrées au réseau de révision par les pairs, qui est anglophone. De plus, la compétition pour les subventions est rude.» Les discussions sur le partenariat entre le Nord et le Sud sont dominées par le décalage entre l'ambition d'accéder à la reconnaissance académique et la volonté de développer les capacités de recherche à plus long terme. «Les pressions du Sud pour un partenariat équitable se renforcent. Il est crucial d'accorder plus de place aux connaissances produites localement et à des 'écologies du savoir' différentes. Il convient d'accepter que la contextualisation débouche sur des résultats qui ne sont pas toujours conformes aux attentes traditionnelles du Nord.»

«La majeure partie des recherches menées dans un contexte Nord-Sud ont des composantes politiques», ajoute Laurent Goetschel, politologue à l'Université de Bâle, président de la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) et l'un des anciens responsables du Pôle de recherche national (PNR) Nord-Sud. Il faut parvenir à faire fonctionner les partenariats de recherche malgré des contextes sociaux, politiques et économiques différents.»

Payer et décider

Une question cruciale est de savoir qui définit le cadre et les thèmes de recherche. Longtemps, les décisions ont été prises par ceux qui finançaient les recherches, relève Benjamin Apraku Gyampoh, directeur de programme à l'Académie africaine des sciences de Nairobi (AAS). A ses yeux, les partenariats de recherche sont eux aussi minés par les relations biaisées entre donateurs et bénéficiaires qui empoisonnent la coopération internationale au développement. «Il y a cette conviction complètement erronée que celui qui a l'argent détient également

Breve histoire de la recherche globale vue de Suisse

1776

Le Suisse Johann Wäber navigue comme peintre officiel de la troisième expédition de James Cook autour du monde, qui entreprend ainsi les premiers voyages d'exploration scientifique modernes. Mais ces périple poursuivent également des objectifs économiques bien concrets: optimiser les routes commerciales ainsi que l'économie des plantations fleurissant dans l'hémisphère Sud. Avant sa mort, Johann Wäber légua sa collection ethnographique à la Ville de Berne, l'acte fondateur du Musée d'histoire de Berne.

☹ L'Occident ne marque pas toutes les régions «découvertes», de son scea. Au niveau scientifique, la Chine est en avance et les explorateurs ramènent beaucoup de ce savoir-faire chez eux.

Ce type d'amalgame entre connaissances locales et importées est connu aujourd'hui sous le nom de «pidgin knowledge»: les hiérarchies du savoir ne reflètent pas forcément les rapports de pouvoir. La Compagnie britannique des Indes orientales fonctionne uniquement parce que l'administration peut s'appuyer sur les connaissances de nombreux experts locaux.

C'est seulement au cours du siècle suivant que la domination du Royaume-Uni se manifeste également du point de vue technico-scientifique. L'histoire des sciences discute ce développement selon le concept des «Tools of Empire»: le savoir occidental aurait participé non seulement à la domination du tiers-monde, mais également à son sous-développement.

1815

La Société helvétique des sciences naturelles est fondée; elle deviendra l'Académie suisse des sciences naturelles. Son rayon d'action se concentre d'abord sur la Suisse. Mais la fascination pour l'exotisme va croissante, également chez les chercheurs. La position d'observateur empreinte de supériorité s'accompagne d'une célébration de l'être «primitif» en tant qu'incarnation de l'innocence. Cette attitude imprègne les expéditions aux Célèbes (Indonésie) entreprises par les cousins bâlois Fritz et Paul Sarasin à la fin du XIXe siècle, qui sont étroitement liées aux

colonisateurs et servent leurs intérêts. Aujourd'hui, les cousins sont surtout restés dans les mémoires comme des naturalistes et ethnologues influents, fondateurs du Parc national.

⊕ La notion de «développement» émerge avec le protestantisme des nouvelles puissances coloniales et la transformation de l'image de l'esclavage qui l'accompagne. L'Européen se perçoit comme civilisé et avancé face aux sociétés sous-développées, ce qui débouche sur une nouvelle norme morale: on ne peut pas se contenter d'exploiter les pays conquis, il faut aussi les développer. C'est le «white man's burden».

1943

Le naturaliste, anthropologue et fils de fabricant Rudolf Geigy fonde l'Institut tropical suisse. Il s'agit à ses débuts d'un fourre-tout méthodologique et thématique placé sous l'égide du concept encore flou des «tropiques».

⊕ Après la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse se trouve dans une situation politique inconfortable: la neutralité suscite l'irritation et le pays se voit reprocher d'avoir fait preuve d'opportunisme durant la guerre. En réaction, il développe une nouvelle maxime de politique étrangère: neutralité et solidarité.

Lors de son discours d'investiture, le président Harry Truman donne le coup d'envoi de l'aide globale au développement avec un manifeste de politique scientifique: «Nous devons nous embarquer dans un nouveau programme audacieux qui mette les bénéfices de nos avancées scientifiques et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. [...] Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens.» Le concept phare de cette position est l'«aide technique».

1950

La Suisse soutient le Programme élargi d'assistance technique de l'ONU et envoi des ingénieurs en Asie et en Amérique latine. En même temps, la Société helvétique des sciences naturelles établit une station de recherche à Adiopodoumé en Côte d'Ivoire. Le Swiss Tropical Institute Field Laboratory suit cinq ans plus tard à Ifakara en Tanzanie. L'objectif est de mener des recherches directement dans le tiers-monde avec la participation de la

la sagesse et sait mieux quel usage faire des moyens financiers.» Même avec les meilleures intentions, on ne comprend pas nécessairement le contexte dans lequel un bénéficiaire travaille et on ne s'intéresse pas forcément à son environnement. «Les partenaires - donateurs et bénéficiaires - doivent apprendre l'un de l'autre comment développer, remodeler et adapter leurs systèmes.» Dans la coopération pour la recherche agricole, c'est aux agriculteurs de définir les domaines de recherche pour les donateurs, estime Ngozi Ifeoma Odiaka, professeure à l'Université agricole de Makurdi, au Nigeria.

«La majeure partie des recherches menées dans un contexte Nord-Sud ont des composantes politiques.»

Laurent Goetschel

En 2015, l'AAS a créé l'Alliance pour l'accélération de l'excellence dans le domaine des sciences en Afrique, une initiative soutenue par des institutions telles que le Département britannique pour le développement international, le Wellcome Trust et la Fondation Bill & Melinda Gates. Selon Benjamin Apraku Gyampoh, ces donateurs reconnaissent qu'il est nécessaire de déplacer vers Afrique le centre de gravité des décisions concernant les programmes et leur financement.

Qui assume la responsabilité d'un projet face au donateur doit aussi pouvoir décider, estime Laurent Goetschel: «Idéalement, il conviendrait que les chercheurs du Sud et du Nord partagent les responsabilités face à un organisme de financement mixte. Ou alors que chacun d'eux l'assume face à l'agence qui le soutient.» En réalité, la plus grande partie des subventions vient du Nord, qui garde le pouvoir de décision final. Il est toutefois possible et souhaitable d'établir des règles assurant aux partenaires du Sud une participation à des décisions conjointes.

Il faudrait mieux quantifier l'apport des organisations bénéficiaires dont la contribution n'est pas seulement financière, relève Benjamin Apraku Gyampoh. Les gouvernements africains fournissent par exemple aux institutions de recherche des bureaux, des services, des salaires et des employés. Ces prestations sont difficiles à mesurer, et les donateurs peuvent avoir l'impression que leur partenaire n'ap-

porte rien, ce qui n'est pas bon pour leurs relations. Le responsable de l'AAS se dit convaincu qu'une recherche équitable est possible si elle est basée sur des relations et des partenariats adéquats. Pour cela, les chercheurs sur place et les organismes de financement ne devraient pas attendre qu'une demande soit soumise pour entrer en discussion, mais au contraire entamer leur dialogue bien plus tôt.

La question des résultats

Qui peut revendiquer le savoir obtenu conjointement par des équipes du Nord et du Sud? Cette question est à l'origine d'une certaine amertume, les scientifiques du Sud ayant l'impression qu'ils assurent le travail de fond alors que les organisations qui les financent et les supervisent en attribuent tout le crédit à leurs collaborateurs du Nord. Mais les bénéficiaires dépendent aussi des attentes des acteurs impliqués, avance Benjamin Apraku Gyampoh. Pour le donateur, cela pourrait être la reconnaissance. Pour le chercheur, la publication des résultats. Et pour la communauté, l'impact concret des résultats.

Selon Laurent Goetschel, les données obtenues devraient appartenir à tous les chercheurs impliqués et être accessibles en open access le plus rapidement possible. Leur partage dépend toutefois de la nature des résultats: «Certains sont très complexes, et il suffit que la communauté scientifique y ait accès.»

La Fondation Bill & Melinda Gates fait partie du réseau de partenariat mondial Global Grand Challenges, un groupe d'initiatives visant à résoudre les défis les plus urgents en matière de santé et de développement. «Ses partenaires et les bénéficiaires de subventions doivent tous s'engager à rendre largement accessibles les produits et les informations obtenues, explique Ayo Ajayi, directeur du Programme Afrique de la fondation. A des prix abordables, en quantité suffisante, dans une qualité et des délais qui apportent un véritable bénéfice à ceux qui en ont vraiment besoin. Nous rassemblons et partageons en permanence des données sur nos progrès, nos réflexions et les leçons que nous en tirons. Au besoin, nous rectifions le tir, en dialogue constant avec les bénéficiaires des subventions et avec nos partenaires.» La fondation a adopté une politique open access et assure l'accès sans restriction aux données brutes récoltées.

«Dans la recherche équitable, il faut aborder les questions de propriété intellectuelle de manière humaine en se rappelant que nous travaillons au bien de tous, dit Benjamin Apraku Gyampoh de



C'est sur la pelouse que Roger, le technicien en radiologie médicale, met les clichés à sécher lorsqu'il fait beau temps.

population locale. D'abord paternaliste, le rapport se transforme petit à petit en partenariat. Malgré cette évolution, ce genre d'institution se voit reprocher de servir de tremplin à la fuite des cerveaux.

En 1988, l'Académie suisse des sciences naturelles avance le concept de partenariat de recherche. En 1994, elle met en place la Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE).

[🌐] La deuxième moitié du XXe siècle est marquée par un changement idéologique important dans l'aide au développement. Des doutes émergent quant à l'impact de l'«exportation du progrès» vers les pays en développement. L'essai de Garrett Hardin «Tragedy of the Commons» (1968) postule que les ressources librement disponibles mais limitées sont surexploitées en raison de l'efficacité accrue induite par l'Occident.

2001

Avec le lancement du Pôle de recherche national (PRN) Nord-Sud, la Confédération souligne l'importance des partenariats de recherche avec le Sud. Le PRN réunit des chercheurs de six institutions de recherche suisses et de quelque 140 partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine. Dans le cadre de cette étroite coopération, il élabore des solutions concrètes en matière de crises économiques, sociales et écologiques.

[🌐] Les fondations privées jouent un rôle de plus en plus important en finançant des recherches focalisées sur les problèmes spécifiques au tiers-monde, surtout en médecine et nutrition. Elles sont actives depuis plus de cinquante ans, à l'instar de la Fondation Nestlé pour l'étude des problèmes de nutrition et de la Fondation bâloise d'aide aux pays en voie de développement (aujourd'hui Fondation Novartis). Leur engagement atteint une masse critique et suscite la controverse: les grandes décisions de politique scientifique sont-elles encore entre les mains des gouvernements et des organisations internationales?

Roland Fischer est journaliste scientifique libre à Berne.

l'AAS. Il convient d'autoriser l'utilisation des données à toute personne qui souhaite en faire un usage éthique pour le bien de l'humanité, cela évidemment en mentionnant ceux qui les ont produites et le cadre dans lequel cela a été fait.»

«Il faut aborder les questions de propriété intellectuelle de manière humaine.»

Benjamin Apraku Gyampoh

Au Canada, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) n'a pas d'exigences précises sur la gestion des données mais a généré une variété de modèles, indique Pélagie Lefebvre, administratrice de programmes. Les chercheurs d'une équipe internationale ont par exemple signé dès le début un accord stipulant que les responsables de la collecte des données dans les différents pays auraient la compétence de les publier - un moyen de dissiper tout malentendu. En général, le CRDI attend que les résultats d'une recherche débouchent sur un article évalué par les pairs. Toutefois, il encourage aussi les chercheurs soutenus à s'adresser aux décideurs et à rendre leurs résultats accessibles au grand public.

Partager responsabilités et budgets

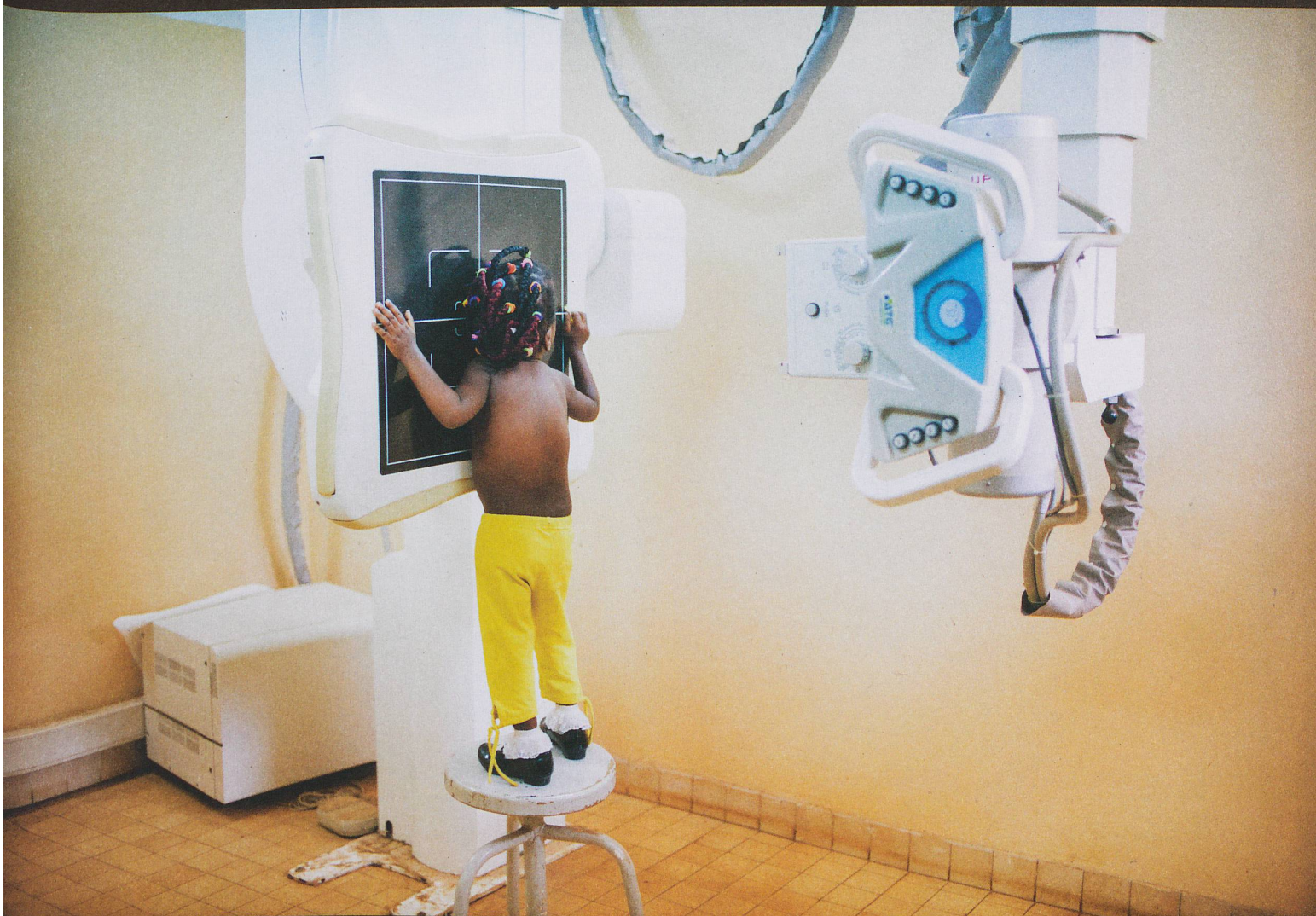
S'ils veulent obtenir un financement du CRDI, les chercheurs canadiens et ceux des pays en développement sont invités à développer des propositions communes - basées ou non sur une collaboration préexistante, explique Pélagie Lefebvre. Pour que le partenariat soit équitable, le CRDI demande d'avoir deux responsables de projet, l'un au Canada, l'autre dans le pays en développement. Ils disposent chacun de leur propre budget, ce qui doit leur permettre de collaborer sur un pied d'égalité.

Les institutions de soutien à la recherche ont intérêt à s'assurer qu'elle est équitable s'ils ne veulent pas que la justice le fasse pour eux. Le 18 juillet 2014, la Cour industrielle du Kenya a prononcé un jugement qui a fait date: elle a accordé à six médecins kényans une indemnité totale de 30 millions de shillings (300 000 francs) parce que leur carrière avait été entravée par «le racisme institutionnel» régnant dans un partenariat anglo-kényan. La cour les a reconnus victimes d'une «discrimination systémique» alors qu'ils travaillaient à un programme commun de l'Institut de recherche médicale du Kenya

et du Wellcome Trust géré en partenariat avec l'Université d'Oxford. La cour a relevé qu'ils ont été exclus des promotions et des bourses et que «leur avancement professionnel et leur contribution à la recherche scientifique de leur pays ont été étouffés».

Mais c'est peut-être dans le passé que se trouvent les solutions d'avenir. Comme Gilles Carbonnier et Tiina Kontinen l'écrivent dans leur article «North-South Research Partnership: Academia Academia Meets Development»: «Les expériences passées peuvent aider les nouveaux acteurs à éviter de retomber dans les travers et les pièges bien connus de ceux qui ont travaillé dans ce domaine au cours des dernières décennies.»

Basé à Nairobi, Ochieng' Ogodo est le coordinateur de l'édition anglophone de SciDev.Net pour l'Afrique subsaharienne. L'ONG publie des informations et analyses sur les questions de science et de technologie pour le développement.



Une petite fille d'apparence si fragile se tient sur un tabouret pour une radiographie, sans aucune protection. Le réglage de la hauteur de l'appareil, pourtant récent, ne fonctionne plus.